



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
11 août 2017  
Français  
Original : anglais/arabe/chinois/  
espagnol/français/russe

**Pour suite à donner**

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

#### Deuxième session ordinaire de 2017

12-15 septembre 2017

Point 8 b) de l'ordre du jour provisoire\*

### Prorogations des programmes de pays en cours

#### Note du secrétariat

#### *Résumé*

Conformément à la décision 2009/11 du Conseil d'administration, la présente note informe le Conseil d'administration de la prorogation pour deux mois du programme de pays pour la Jordanie ; de la prorogation pour six mois du programme de pays pour le Soudan du Sud ; de la première prorogation pour un an des programmes de pays pour la Guinée équatoriale, le Lesotho, le Libéria, le Nicaragua, la République arabe syrienne, la République démocratique du Congo et la Zambie ; et de la première prorogation pour un an du programme sous-régional pour les pays du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït et Qatar), prorogations toutes approuvées par le Directeur général.

Cette note présente en outre les motifs des demandes de prorogation pour deux mois des programmes de pays pour le Cabo Verde, le Ghana et la Mauritanie, après une prorogation d'un an ; de la demande de prorogation pour un an du programme de pays pour la Libye après trois prorogations d'un an ; de la demande de prorogation pour 15 mois du programme de pays pour l'Afrique du Sud ; et de la demande de prorogation pour deux ans du programme de pays pour le Yémen, après deux prorogations d'un an. Il est demandé au Conseil d'administration d'approuver ces prorogations de programme.

#### *Projet de décision*

##### *Le Conseil d'administration*

1. *Prend note* de la prorogation pour deux mois du programme de pays pour la Jordanie ; de la prorogation pour six mois du programme de pays pour le Soudan du Sud ; de la première prorogation pour un an des programmes de pays pour la Guinée équatoriale, le Lesotho, le Libéria, le Nicaragua, la République arabe syrienne, la République

\* E/ICEF/2017/14.

démocratique du Congo et la Zambie ; et de la première prorogation pour un an du programme sous-régional pour les pays du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït et Qatar), prorogations qui ont toutes été approuvées par le Directeur général et qui sont présentées dans le tableau 1.

2. *Approuve* la prorogation pour deux mois des programmes de pays pour le Cabo Verde, le Ghana et la Mauritanie, après une prorogation d'un an ; la prorogation pour un an du programme de pays pour la Libye après trois prorogations d'un an ; la prorogation pour 15 mois du programme de pays pour l'Afrique du Sud ; et la prorogation pour deux ans du programme de pays pour le Yémen, après deux prorogations d'un an, prorogations qui sont présentées dans le tableau 2.

Tableau 1

**Première prorogation pour un an (ou moins) de programmes de pays en cours, approuvée par le Directeur général**

<i>Programme de pays recevant l'aide de l'UNICEF</i>	<i>Période initiale du programme</i>	<i>Année ou période de prorogation approuvée</i>	<i>Motifs de la prorogation</i>
République démocratique du Congo	2013-2017	2018  <i>prorogation pour un an</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Alignement sur la prorogation pour un an du PNUAD 2013-2017 adopté par le gouvernement national et approuvé par l'équipe régionale du GNUM.</li> <li>– Maintien des objectifs d'intervention humanitaire, de transition et de développement au moment où le contexte d'instabilité politique s'améliore.</li> <li>– Préparation du nouveau PNUAD et du DPP dans le délai imparti par l'équipe de pays des Nations Unies.</li> </ul>
Guinée équatoriale	2013-2017	2018  <i>prorogation pour un an</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Alignement sur la prorogation pour un an du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2013-2017 adopté par le gouvernement national et approuvé par l'équipe régionale du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM).</li> <li>– Création d'une passerelle pour aligner le prochain PNUAD et le descriptif de programme de pays (DPP) pour le cycle 2019-2023.</li> </ul>
Programme sous-régional pour les pays du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït et Qatar)	2014-2017	2018  <i>prorogation pour un an</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Appui à la réalisation des résultats prévus en Arabie saoudite, en coordination avec le Conseil aux affaires familiales récemment institué, et conformément aux nouvelles priorités que définit actuellement le gouvernement au regard du Programme de développement durable à l'horizon 2030.</li> <li>– Révision des modalités de la coopération entre les pays du Golfe et reprise du dialogue avec les gouvernements du Bahreïn, du Koweït et du Qatar dans les domaines de partenariat contribuant à leurs plans nationaux de développement. Ensemble, ces mesures amélioreront la position de l'UNICEF en vue de faciliter la formulation du prochain programme sous-régional pour les pays du Golfe.</li> </ul>
Jordanie	2013-2017	janvier-février 2018  <i>prorogation pour deux mois</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Harmonisation avec la formulation en cours du prochain PNUAD 2018-2022 et avec les nouveaux programmes de pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Les programmes de pays des organismes concernés par le PNUAD actuel (dont l'UNICEF, le PNUD et le FNUAP au sein du GNUM) ont été prorogés jusqu'à la fin février 2018.</li> <li>– Un nouveau DPP pour 2018-2022 sera présenté au Conseil d'administration de l'UNICEF lors de sa première session ordinaire de février 2018.</li> </ul>
Lesotho	2013-2017	2018  <i>prorogation</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Alignement sur la prorogation du Plan national de développement stratégique 2012/2013-2016/2017 jusqu'en 2018.</li> <li>– Harmonisation avec la demande formulée par l'équipe de pays de voir proroger le</li> </ul>

<i>Programme de pays recevant l'aide de l'UNICEF</i>	<i>Période initiale du programme</i>	<i>Année ou période de prorogation approuvée</i>	<i>Motifs de la prorogation</i>
		<i>pour un an</i>	Plan d'aide au développement des Nations Unies 2013-2017 du Lesotho pour un an, jusqu'en 2018.
Libéria	2013-2017	2018 <i>prorogation pour un an</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Alignement sur la prorogation pour un an de la Stratégie nationale de développement et de lutte contre la pauvreté, <i>Programme pour la transformation 2012-2017</i>.</li> <li>– Prise en compte du temps nécessaire à la mise en œuvre des activités prévues au titre du DPP actuel, qui avaient été interrompues lors de l'épidémie de fièvre Ebola.</li> <li>– Consultation du nouveau gouvernement, qui prendra ses fonctions en janvier 2018 après les élections nationales prévues en novembre 2017.</li> <li>– Alignement sur la prorogation pour un an du PNUAD 2013-2017 et du programme unique approuvé par le gouvernement qui couvre désormais la période 2013-2018.</li> </ul>
Nicaragua	2013-2017	2018 <i>prorogation pour un an</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Mise en œuvre d'une approche harmonisée avec les autres organismes des Nations Unies en vue de proroger le programme de pays pour un an.</li> <li>– Prise en compte du temps nécessaire à l'achèvement du processus de programmation.</li> </ul>
Soudan du Sud	juillet 2016 - juin 2018	décembre 2018 <i>prorogation pour six mois</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Alignement sur la prorogation du Cadre de coopération provisoire des Nations Unies, initialement opérationnel de janvier 2016 à décembre 2017, qui sera maintenu jusqu'au 31 décembre 2018.</li> <li>– Participation à la conception d'un PNUAD en bonne et due forme aligné sur le nouveau Plan national de développement.</li> <li>– Coordination avec l'équipe de pays pour faciliter la mise en œuvre retardée de l'accord de paix de 2015.</li> </ul>
République arabe syrienne	mars 2016 - décembre 2017	2018 <i>prorogation pour un an</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Alignement sur la prorogation pour un an du Cadre stratégique de coopération actuel entre le gouvernement de la République arabe syrienne et les Nations Unies 2016-2017, adopté par le gouvernement et approuvé par l'équipe de pays des Nations Unies.</li> <li>– Harmonisation de la coopération de l'UNICEF avec celle du PNUD, du FNUAP et du Programme alimentaire mondial (PAM), qui recommandent également une prorogation pour un an pour s'aligner sur la prorogation du Cadre stratégique.</li> <li>– Contribution à la préparation d'un Cadre stratégique exhaustif qui sera</li> </ul>

<i>Programme de pays recevant l'aide de l'UNICEF</i>	<i>Période initiale du programme</i>	<i>Année ou période de prorogation approuvée</i>	<i>Motifs de la prorogation</i>
			interdépendant et complémentaire au Plan d'intervention humanitaire.
Zambie	2016-2020	2021 <i>prorogation pour un an</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Volonté de garantir un alignement rapide et complet sur le septième Plan national de développement (2017-2021).</li> <li>– Maintien d'une coopération harmonisée entre les organismes des Nations Unies et le gouvernement dans le Cadre actuel de partenariat pour un développement durable 2016-2021.</li> </ul>

Tableau 2  
Prorogation des programmes de pays en cours pour laquelle est demandée l'approbation du Conseil d'administration

Programme de pays recevant l'aide de l'UNICEF	Période initiale du programme et prorogations antérieures	Période de prorogation demandée	Motifs de la prorogation		
			Développement du pays	Harmonisation avec les Nations Unies	Mise en œuvre ou autres thèmes
Cabo Verde	2012-2016  (déjà prorogé jusqu'en 2017)	janvier-février 2018  <i>prorogation pour deux mois</i>	La période électorale et les transitions administratives et politiques qui s'ensuivent ont entraîné des retards dans le calendrier de la planification nationale.	La prorogation demandée permettra de finaliser le nouveau DPP et de faciliter l'alignement sur la formulation du prochain PNUAD. Ces processus sont en cours, en raison du retard pris dans la formulation du Plan national de développement durable.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– La prorogation soutiendra une approche harmonisée dans le contexte du DPP commun. L'UNICEF fait en effet partie d'un bureau commun avec le FNUAP et le PNUD au Cabo Verde.</li> <li>– Un nouveau DPP commun sera présenté au Conseil d'administration lors de sa première session ordinaire de février 2018.</li> </ul>
Ghana	2012-2016  (déjà prorogé jusqu'en 2017)	janvier-février 2018  <i>prorogation pour deux mois</i>	Le gouvernement a demandé à ce que le nouveau PNUAD 2018-2021 soit aligné sur le nouveau Plan national à moyen terme pour 2018-2021.	La prorogation permettra de finaliser la préparation d'un nouveau DPP et de l'aligner sur la formulation du nouveau PNUAD. Ces processus sont en cours, en raison du retard pris dans le calendrier de planification nationale du pays hôte.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– La mise en œuvre sera alignée sur le Plan national à moyen terme pour 2018-2021 et sur le cadre stratégique à venir.</li> <li>– Un nouveau DPP sera présenté au Conseil d'administration lors de sa première session ordinaire de février 2018.</li> </ul>
Libye	2013-2014  (déjà prorogé à trois reprises pour un an jusqu'en 2017)	2018  <i>prorogation pour un an</i>	Le gouvernement libyen a accordé une prorogation pour un an au Cadre stratégique actuel et aux DPP de l'UNICEF et du PNUD.	Les responsables des organismes de l'équipe de pays des Nations Unies ont accepté d'ajuster la période du Cadre stratégique actuel jusqu'en décembre 2018, afin de mieux faire face au contexte actuel et d'avancer dans la définition des	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Au regard du nouveau calendrier du Cadre stratégique, le DPP actuel doit tenir compte à la fois de l'alignement à court terme sur le calendrier actuel et des perspectives à long terme d'un</li> </ul>

Programme de pays recevant l'aide de l'UNICEF	Période initiale du programme et prorogations antérieures	Période de prorogation demandée	Motifs de la prorogation		
			Développement du pays	Harmonisation avec les Nations Unies	Mise en œuvre ou autres thèmes
				priorités de relèvement et de développement du pays, qui seront intégrées au nouveau Cadre stratégique pour 2019-2020.	nouveau Cadre stratégique pour 2019-2020.
Mauritanie	2012-2016  (déjà prorogé jusqu'en 2017)	janvier-février 2018  <i>prorogation pour deux mois</i>	L'équipe de pays des Nations Unies et le gouvernement ont avancé dans la formulation de la matrice de résultats du PNUAD. Cependant, celle-ci n'a pas encore été finalisée ni approuvée.	La prorogation permettra de finaliser la préparation d'un nouveau DPP et de l'aligner sur la formulation du nouveau PNUAD.	– L'objectif est un alignement parfait sur la stratégie nationale de développement (Stratégie nationale pour une croissance accélérée et une prospérité partagée 2016-2030), qui a été adoptée en avril 2017.
Afrique du Sud	2013-2017	mars 2019  <i>prorogation pour quinze mois</i>	L'équipe de pays des Nations Unies a décidé de proroger le Cadre de coopération stratégique 2013-2017 pour quinze mois, du 1er janvier 2018 au 31 mars 2019.	La prorogation du DPP permettra de l'aligner sur le Cadre de coopération stratégique prorogé, qui a été adopté par le gouvernement national et approuvé par l'équipe régionale du GNUM.	– La coopération des Nations Unies sera alignée sur l'exercice budgétaire du gouvernement et sur la formulation du prochain Cadre stratégique à moyen terme 2020-2025.
Yémen	2012-2015  (déjà prorogé à deux reprises pour un an jusqu'en 2017)	2018-2019  <i>prorogation pour deux ans</i>	Le statut d'intervention d'urgence collective de niveau 3 attribué au Yémen a encore une fois été prorogé par l'UNICEF en décembre 2016. Un nouveau plan de développement devrait être proposé en 2019.	La prorogation du DPP permettra de l'aligner sur le PNUAD, qui a été prorogé pour deux ans (2018 et 2019) et approuvé par l'équipe de pays des Nations Unies.	– Il s'agit de la troisième demande de prorogation du DPP initial (2012-2015). Le comité UNICEF Yémen a déjà demandé des prorogations pour 2016 et 2017.